



Conseil Municipal d'Auzances

Lundi 20 Mars 2023 à 19 heures

Salle du Conseil Municipal – Mairie d'Auzances

Procès-Verbal de séance

✓ Présents : Françoise SIMON, Caroline LE CORRE, Fabien JAMME, Georges DIONNET, Jean-Pol GILBERT, Delphine DIONNET, Christine BICHON-MOREL, Jean-Pascal HELION, Christian SCARAMUCCIA, Serge DESBOUDARD, Chrystelle VAXIVIERE, Françoise SUDI GUIRAL, Bastien GENDRAUD

✓ Absents excusés : Marie-Claude BOUGNOUX

✓ Pouvoir : Marie-Claude BOUGNOUX à Christian SCARAMUCCIA

✓ Assistait également à la réunion Vincent MARGUINAUD, Conseiller aux Décideurs Locaux

Françoise SIMON remercie Monsieur MARGUINAUD de sa présence.

✓ Désignation d'un secrétaire de séance : Serge DESBOUDARD

✓ Madame le Maire demande d'inscrire un point supplémentaire à l'ordre du jour pour demander le maintien de deux écoles, maternelle et élémentaire, et donc de deux Directeurs d'école au groupe scolaire Fernand Gory. Le Conseil Municipal donne son accord à cet ajout à l'ordre du jour et, unanimement, réaffirme sa position pour le maintien de deux écoles à Auzances.

✓ Approbation du procès-verbal de séance du 16 Janvier 2023 : approuvé à l'unanimité

✓ Compte-Rendu des décisions prises par Madame le Maire par délégation du Conseil Municipal en date du 27 mai 2020 et du 30 novembre 2020 :

DECISION n° 2023-02 - portant demande de subvention au titre du Fonds Verts [Mettre en œuvre la rénovation énergétique des bâtiments publics locaux] pour la rénovation énergétique de la salle omnisports et la rénovation de l'éclairage du stade de football au sein de l'Espace André Vénuat

Le plan de financement ci-dessous est approuvé :

- Rénovation énergétique de la salle omnisports	820 770, 00 € HT
- Total travaux	769 700, 00 € HT
- AMO pour APD	9 070,00 € HT
- Assistance à maîtrise d'ouvrage	30 000, 00 € HT
- Diagnostic amiante avant travaux	1 500, 00 € HT
- Contrôles Techniques	4 500, 00 € HT
- Mission SPS	3 000, 00 € HT
- Publications / Parutions	3 000, 00 € HT
- Rénovation de l'éclairage du stade	35 931, 00 € HT

Total Dépenses 856 701,00 € HT

- Subvention sollicitée auprès de l'ANS (46,69 %)	400 000, 00 €
(Agence Nationale du Sport) – 48,74 % de 820 770, 00 € HT pour la rénovation énergétique de la salle omnisports	
- Subvention sollicitée au titre du Fonds Vert (33,31%)	285 360, 00 €
(Mettre en œuvre la rénovation énergétique des bâtiments publics locaux)	
- Reste à la charge de la commune d'Auzances (20%)	171 341, 00 €
Total Recettes	856 701, 00 €

DECISION n° 2023-03 portant sur la signature de l'avenant n° 01 à la note méthodologique pour l'étude de faisabilité technique et financière pour la réhabilitation et la mise aux normes de la salle des fêtes d'Auzances, pour la modification de la répartition des honoraires des différents prestataires sans changement du montant global de l'étude qui reste à 16 750, 00 € HT – 20 100, 00 € TTC.

1 – Approbation du Compte de Gestion 2022

Monsieur MARGUINAUD, CDL, présente le compte de gestion 2022 qui correspond au compte administratif 2022 dressé par Madame le Maire. Il présente également les possibilités d'affectation du résultat.

Mis aux voix par Françoise SIMON, Maire, le compte de gestion est adopté à l'unanimité des votants.

2 – Approbation du Compte Administratif 2022

Le compte de gestion 2022, dressé par les comptables du SGC d'Aubusson, Monsieur Grégory FERINGAN et Madame Françoise DROT, et le compte administratif 2022, dressé par Madame le Maire, Françoise SIMON, et présenté par Caroline LE CORRE, 1^{ère} Adjointe, font apparaître les résultats suivants :

	Dépenses	Recettes	Résultat
Fonctionnement	1 046 145, 21 €	1 671 820, 87 €	625 675, 66 €
Investissement	884 524, 42 €	722 244, 25 €	-162 280, 17 €

Caroline LE CORRE, 1^{ère} Adjointe, présente le compte administratif 2022.

Elle détaille les articles des charges de fonctionnement du chapitre 011 s'élevant à 364 497.10 € sur l'année.

Arrivée Leilha BERTHON 19H30

Elle présente ensuite le chapitre 012 relatif aux charges de personnel s'élevant à 583 527.62 € en 2022. Concernant les remboursements de charges du personnel périscolaire à la communauté de communes, le remboursement 2022 concerne l'année 2020. En personnel titulaire, une augmentation est notée, elle relève de l'augmentation de la valeur du point, de l'augmentation de la NBI et du changement de statut d'un agent. De plus la commune a employé durant l'année 2022, deux agents en contrat d'insertion, un à l'école et l'autre à l'accueil de la mairie suite à la prise de fonction d'un agent au sein de la Maison France Services.

Elle présente ensuite les charges de gestion courante du chapitre 65 s'élevant à 89 307.40 €.

Les charges financières s'élèvent à 4 069.44 € en 2022, deux emprunts se sont arrêtés.

Les dotations et provisions s'élèvent à 1 500.00 €, chapitre 67 ; cela concerne les créances douteuses : ce sont les créances qui ne sont pas recouvrées alors qu'elles sont émises depuis plus de deux

ans jour pour jour. Monsieur MARGUINAUD précise qu'il faudrait maintenant chaque année se rapprocher de Madame DROT pour connaître les écritures à émettre afin d'établir les montants correspondants à prévoir avec le mécanisme des provisions, des créances douteuses et des admissions en non-valeur. Françoise SIMON précise que pour le budget primitif, des sommes ont été prévues en non-valeur (loyers de M. HOUDARD certainement non payés).

Les atténuations de produits s'élèvent à 170.00 € (remboursement du dégrèvement sécheresse au locataire des terrains à « Coux »).

Le montant total des dépenses de fonctionnement s'élève donc à 1 046 145.21 €.

En recettes de fonctionnement, les atténuations de charges, chapitre 013, s'élèvent à 5 305.25 € (remboursement sur les salaires des agents en maladie). Le chapitre 70, vente de produits fabriqués, s'élève à 59 002.11 € : recettes de la cantine, redevance d'occupation du domaine public, remboursement de charges des locataires et du collège. Françoise SIMON fait remarquer que les recettes de la cantine couvrent les achats d'aliments mais ne couvrent que très peu les frais de personnel. Le produit des impôts et taxes s'élève à 525 204.00 € - chapitre 73. Les recettes issues des subventions d'exploitation – chapitre 74 s'élèvent à 544 327.02 €, comprenant, outre les dotations, les prises en charge des emplois aidés, la prise en charge de la maison France services. Le chapitre 75 relatif aux autres produits de gestion courante, comprenant les loyers et les remboursements de sinistres, s'élève à 71 260.986 €. Quant aux produits exceptionnels – chapitre 77 ils s'élèvent à 7 084.13 €. Le montant total des recettes de fonctionnement s'arrête donc à 1 671 820.87 €.

Ainsi, le solde de la section de fonctionnement 2022 est excédentaire de 625 675.66 €.

Caroline LE CORRE présente également le compte administratif en section d'investissement qui s'arrête à 884 524.42 € en dépenses et 722 244.25 € en recettes, soit un solde déficitaire de 162 280 .17 €.

Elle présente, opération par opération, les dépenses et recettes réalisées. A l'opération matériel n°142, la grosse dépense concerne la balayeuse et les achats de matériel cantine et mairie bénéficiant de subvention du plan de relance. Les dépenses de l'opération 143 – bâtiments communaux concernent principalement les stands de tir. En éclairage public, opération 168, les travaux payés concernent la rue de la Victoire et le chemin de Villechereix. A la bibliothèque, un achat de mobilier (des rayonnages) a été effectué, la subvention sera encaissée en 2023. Au niveau de l'opération salle omnisports n°197, les dépenses concernent les études préalables au dossier de rénovation énergétique. Les travaux de réhabilitation de la gendarmerie, n°198, ont commencé à être réalisés et payés durant l'année 2022. La signalétique, opération 201, concerne la signalétique patrimoniale en cours de réalisation qui est subventionnée également. L'aménagement des places correspond aux premières dépenses de déconstruction de l'immeuble Clidière. L'opération 210 relative au local association à l'espace André Vénuat a été terminée en 2022. Les dépenses de l'opération de Coux – La Renardière, correspondent à l'installation d'une cheminée. L'opération du carré des artisans 217, est en cours en 2022 mais non terminée. L'opération d'aménagement des ateliers municipaux, les dépenses et recettes concernent la 1^{ère} phase de travaux bénéficiant d'une DETR. Les dépenses de l'opération 220 Maison France Services correspondent à l'achat d'informatique et de mobilier pour l'ouverture de la structure. L'opération 222 – friches industrielles correspond à l'installation du porteur de projet Confort Médical Creuse, qui loue les lieux maintenant.

Françoise SUDI GUIRAL demande si les achats d'investissement pour la Maison France services ne pourraient pas bénéficier d'une subvention de l'Etat. Françoise SIMON explique que ce n'était pas possible mais que, pour 2022, l'aide annuelle de 30 000 € a été versée malgré une ouverture seulement en juillet. Sans remettre en cause l'intérêt d'une Maison France Services, Françoise SUDI GUIRAL souhaite souligner le désengagement financier de l'Etat qui demande certains équipements, mais qui ne les finance pas. Françoise SIMON fait part du bon fonctionnement de la Maison France Services qui est très visitée par le public, même des alentours. Leilha BERTHON fait remarquer que les frais de fonctionnement de la Maison France Services sont pris en charge par la seule commune d'Auzances mais que ses services bénéficient aux habitants des communes environnantes également. Christine BICHON-MOREL et Fabien JAMME soulignent les écarts de taxes foncières entre Auzances et les communes environnantes, alors que tous

usent des services financés par la commune d'Auzances. Une harmonisation des taxes serait nécessaire avec les bourgs « centres ».

Le compte administratif 2022, mis aux voix par la 1^{ère} Adjointe Caroline LE CORRE, est adopté à l'unanimité.

Fabien JAMME souligne que les agents techniques font beaucoup de travaux en interne, nécessitant l'achat de fournitures, mais ces travaux sont moins onéreux que ceux confiés aux entreprises (exemple : rénovation du logement de l'école de Malval).

Françoise SIMON présente les ratios du compte administratif par rapport aux moyennes de communes de même strate.

Monsieur MARGUINAUD souligne qu'il aurait pu aider en affinant les communes de même strate selon les compétences. Madame le Maire lui explique qu'elle et ses services ont été pris par le temps.

3 – Affectation du résultat 2022

Excédent de fonctionnement 2021 à reporter	459 635, 00 €
Déficit d'investissement 2021 à reporter	248 398, 60 €

Excédent de fonctionnement 2022	166 040, 66 €
Excédent d'investissement 2022	86 118, 43 €

Excédent de fonctionnement de clôture 2022	625 675, 66 €
Déficit d'investissement de clôture 2022	162 280, 17 €

RAR 2022 Dépenses	473 246, 41 €
RAR 2022 Recettes	293 231, 66 €
SOLDE RAR 2022	-180 014, 75 €
Besoin de financement total (déficit invt - RAR)	342 294, 92 €

AFFECTATION DU RESULTAT 2022 au BP 2023	
Couverture besoin de financement recette à l'article 1068	342 294, 92 €
Reste à reporter en excédent de fonctionnement ligne 002	283 380, 74 €

Report en 001 du déficit d'investissement de clôture	162 280, 17 €
--	---------------

Madame le Maire détaille au Conseil Municipal les RAR 2022 sur 2023 (cf tableau joint).

La proposition d'affectation du résultat, telle que présentée par Madame le Maire, est adoptée à l'unanimité.

<u>Délibération</u>

BUDGET PRINCIPAL COMMUNE D'AUZANCES

Le Conseil,

Après avoir entendu ce jour le Compte Administratif de l'exercice 2022,

Statuant sur l'affectation du résultat cumulé d'exploitation,

Considérant les éléments suivants :

POUR MEMOIRE

Excédent de fonctionnement antérieur	+ 459 635, 00 €
--------------------------------------	-----------------

Reporté (report à nouveau créditeur)	
--------------------------------------	--

Déficit d'investissement antérieur	- 248 398, 60 €
------------------------------------	-----------------

Reporté	
---------	--

SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2022

Solde d'exécution cumulé	- 162 280, 17 €
--------------------------	-----------------

RESTES A REALISER AU 31/12/2022

Dépenses d'investissement	- 473 246, 41 €
---------------------------	-----------------

Recettes d'investissement	+ 293 231, 66 €
---------------------------	-----------------

SOLDE	- 180 014, 75 €
-------	-----------------

BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2022

Rappel du solde d'exécution cumulé	- 162 280, 17 €
------------------------------------	-----------------

Rappel du solde des restes à réaliser	- 180 014, 75 €
---------------------------------------	-----------------

Besoin de financement total	- 342 294, 92 €
-----------------------------	-----------------

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT A AFFECTER

Résultat de l'exercice	+ 166 040, 66 €
------------------------	-----------------

Résultat antérieur	+ 459 635, 00 €
--------------------	-----------------

Total à affecter	625 675, 66 €
------------------	----------------------

Décide d'affecter le résultat cumulé de la section d'exploitation comme suit :

AFFECTATION

1) Couverture du besoin de financement de la section d'Investissement crédit du compte 1068 au BP 2023)	342 294, 92 €
2) Reste sur excédent de fonctionnement à reporter au BP 2023 – Ligne 002 (report à nouveau créditeur)	283 380, 74 €
	+ 625 675, 66 €

4 –Préparation du Budget Primitif 2023 : demande de subventions – projets d'investissement etc...

Madame le Maire détaille comment est fait le budget : le projet de budget a été établi par service comptable analytique avant de totaliser les sommes par article et par chapitre. Les recettes inscrites étant les recettes certaines uniquement.

Elle présente ensuite le projet établi.

En recettes de fonctionnement, elle souligne une augmentation prévisionnelle du produit des impôts locaux du fait de l'augmentation des bases d'imposition. Les dotations n'étant pas connues à ce jour elles ont été estimées légèrement à la baisse. Fabien JAMME fait remarquer que les 9 000 € de dotation pour les titres sécurisés ne couvrent absolument pas les dépenses de personnel pour ce service ne bénéficiant pas seulement à la population d'Auzances. En ce qui concerne les locations, Madame le Maire fait part de la disponibilité du logement de l'école rénové et demande à ce qu'il soit rapidement proposé à la location.

Les dépenses ont été estimées largement. Dans le 012 (personnel), le remboursement relatif au périscolaire à la communauté de communes de deux années, le renouvellement d'un contrat aidé à la mairie et d'un autre au service périscolaire ainsi qu'un contractuel saisonnier au service technique sont prévus. Les charges de fonctionnement ont été réévaluées, notamment concernant l'énergie compte-tenu des hausses annoncées. Françoise SIMON fait part d'un problème de surconsommation en électricité aux ateliers municipaux et au local tir de l'abattoir. Fabien JAMME s'interroge sur un possible dysfonctionnement du chauffe-eau. Concernant la chapelle Sainte Marguerite, Françoise SUDI GUIRAL s'interroge sur la dangerosité d'une prise électrique accessible au public et de sa nécessité, elle suggère donc de la supprimer. Françoise SIMON rappelle qu'au chapitre des fêtes et cérémonies les dépenses sont prévues à la hausse compte-tenu que 2023 sera une année comice agricole.

Les dépenses imprévues n'existent plus en M57, Monsieur MARGUINAUD précise qu'elles peuvent être remplacées par une délibération relative à la fongibilité des crédits autorisant le Maire à faire des mouvements de chapitre en chapitre (sauf le 012).

Les recettes et dépenses prévisionnelles de fonctionnement s'équilibrent aujourd'hui à 1 523 782.59 €.

En section d'investissement, Madame le Maire présente les dépenses et recettes prévisionnelles détaillées par opération. Elle précise que tous les projets ont été inscrits pour l'instant. Elle fait part de la signature d'une vente de terrain au lotissement du Bois Joli la semaine prochaine. A l'opération voirie il est notamment prévu l'installation d'un poteau incendie pour la zone de la communauté de communes et des friches industrielles Parrot. A l'opération acquisition de matériel, l'ensemble des demandes d'achats des services scolaires et techniques ont été inscrites : tables et chaises cantine, véhicule de remplacement du mascott. A l'opération éclairage public a été ajouté par rapport aux travaux en cours, le changement de deux appareils au chemin de « Villechereix ». Au niveau de l'opération des « Vergnes, » il est notamment prévu de réaliser une plateforme pour les barnums de la guinguette. Les 10 000 € prévus à l'opération acquisition

de terrain concernant notamment la réalisation d'un bassin d'orage dans le cadre du dispositif d'eaux pluviales pour la zone « Intermarché – Ets Trocellier et Pradeux-Monteil ». L'opération salle omnisports d'un montant de dépenses de 1 028 500.00 € concerne la rénovation énergétique de la salle omnisports et la rénovation de l'éclairage du stade pour lequel des subventions ANS et Fonds Verts sont sollicitées. Un emprunt est prévu pour financer l'opération gendarmerie, emprunt qui sera a priori couvert par l'augmentation du loyer correspondant. L'opération signalétique concerne la suite de la mise en place de la signalisation du patrimoine, la signalétique routière de la ville et le pupitre Paul Vozelle. La fouille par l'INRAP nécessaire à l'aménagement des places se limitera à la fouille de la place Jean Moulin. Pour le moto-cross, il est projeté l'installation d'un assainissement collectif. 80 000 € ont été prévus pour un éventuel achat de bâtiment. L'aménagement des ateliers municipaux serait financé par la DETR (du moins cela est espéré) et un emprunt. Sont prévus aussi 48 600.00 € pour l'assainissement des eaux pluviales de la cour du collège. A l'opération friches industrielles, sont budgétés 40 000.00 € qui ne seront consommés que dans le cas où un porteur de projets aurait besoin d'un aménagement sur le site puisque des places sont encore disponibles. A l'opération patrimoine, il s'agit de la réfection des statues et des retables des chapelles, subventionnée par des fonds Leader.

Le budget prévisionnel d'investissement s'équilibre à ce jour à 2 451 286.62 €.

Françoise SIMON informe le Conseil Municipal qu'il n'y a plus que 5 emprunts en cours à la commune, dont trois qui s'arrêteront en 2025, pour une échéance annuelle globale de 9 081, 92 €.

Madame le Maire demande au Conseil Municipal de statuer sur les subventions aux associations suivant le tableau qu'elle a établi répertoriant les sommes versées les années précédentes et les demandes et justificatifs reçus. Elle précise que les associations doivent décider l'appel de cotisations pour les adhérents et que seuls les adhérents à jour de leurs cotisations peuvent avoir le droit de vote en assemblée générale. Serge DESBOUDARD fait remarquer que la commune n'est pas invitée à toutes les AG. Françoise SIMON note que certaines associations caritatives sont hébergées par la commune et d'autres non. Concernant « La truite auzanaise », suite à une erreur matérielle l'année dernière, un « rattrapage » de la subvention allouée sera effectué cette année. La subvention au comité des fêtes est majorée les années de comice agricole de 1 000.00 €. Françoise SIMON note également que certaines associations animent des événements pour récolter de l'argent pour leur fonctionnement. Elle propose aussi d'attribuer une subvention à l'entente de Mainsat-Evaux, considérant qu'ils ont balisé un parcours d'une dizaine de kilomètres sur Auzances. Elle propose aussi d'attribuer une subvention à l'entente athlétique d'Aubusson qui dispense des cours depuis longtemps à Auzances sans demander de subvention. La subvention pour le comice agricole s'élève à 5.00 € par habitant.

Après avoir fait ses propositions de subventions, Madame le Maire demande l'avis du Conseil Municipal. Leilha BERTHON s'interroge sur l'APE qui ne demande pas d'adhésion mais sollicite une subvention communale. Fabien JAMME explique la difficulté de récolter des adhésions dans ces types d'associations. Effectivement, les parents sont déjà sollicités pour la coopérative scolaire et ne font parfois pas la différence entre celle-ci et l'APE. Il fait également remarquer que dans une association tout le monde profite des mêmes services alors que tout le monde ne s'acquitte pas de sa cotisation. Madame le Maire rappelle que seules les personnes à jour de leur cotisation ont le droit de vote au Conseil d'Administration.

Madame le Maire demande aux élus de réfléchir à ces projets d'attribution de subventions pour statuer lors du vote du budget à l'ordre du jour de la prochaine séance. Le montant global s'élève à 37 847.35 €.

Madame le Maire fait également part des projets d'adhésions aux divers organismes dont la somme globale s'élève à 1 559.20 € à l'article 6281 et 1 902.30 € à l'article 65548.

5 – Création d'un emploi permanent d'Adjoint Technique à temps complet, au 1er Juillet 2023

Madame le Maire rappelle les mouvements au sein des services techniques :

- Michel PERIGAUD est parti en retraite depuis le 1^{er} Mars 2023. La direction des services techniques a été proposée à Pierre ROUGERON qui était auparavant Directeur Adjoint et qui remplaçait Michel PERIGAUD lorsqu'il était en congés. Il a accepté de prendre la direction des services techniques et Christian CHERBOUQUET a accepté la fonction de Directeur Adjoint. Puis, un temps complet a alors été proposé à Thierry DONZAUD, jusqu'alors contractuel à 20 heures hebdomadaires. Madame le Maire propose donc de créer un emploi permanent d'Adjoint Technique à Temps Complet, à compter du 1^{er} Juillet 2023, pour Thierry DONZAUD.

Mathieu MOURLON a été recruté comme Adjoint Technique contractuel à 20 heures par semaine depuis le 1^{er} Mars 2023, pour une durée d'un an.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide la création d'un poste d'adjoint technique à temps complet au 1^{er} juillet 2023.

Délibération portant création d'un emploi permanent d'Adjoint Technique à temps complet, au 1^{er} Juillet 2023
--

Madame le Maire rappelle à l'assemblée :

VU le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 ;

Conformément à l'article L313-1 précité, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu du départ à la retraite d'un des agents des services techniques au 1^{er} Mars 2023, il convient de compléter les effectifs de ces services.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal la création d'un emploi permanent d'Adjoint Technique, à temps complet, à compter du 1^{er} Juillet 2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide :

La Création d'un emploi permanent d'Adjoint Technique à temps complet.

La rémunération sera déterminée en fonction du classement de l'agent (grade et échelon) et de la reprise de ses services antérieurs (publics ou privés).

Charge Madame le Maire :

- d'effectuer la déclaration de création d'emploi auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale de La Creuse
- de recruter et de nommer l'agent sur ce poste,

Précise que les crédits correspondants à ce recrutement sont inscrits au budget primitif 2023 de la commune.

6 – Autorisation d'adhésion du SIAEP de la Rozeille au syndicat mixte de production et d'interconnexion d'eau potable

Délibération portant autorisation d'adhésion du SIAEP de la Rozeille au syndicat mixte de production et d'interconnexion d'eau potable

Madame le Maire donne lecture du courrier et de la délibération n° 2022-35 du SIAEP de la Rozeille acceptant la création d'un syndicat supra de production et d'interconnexion d'eau potable.

Pour rappel, six unités de gestion de l'eau potable, les SIAEP de la Région de Boussac, de la Rozeille, de la Vallée de la Creuse, d'Ahun, du Bassin de Gouzon et la Communauté d'Agglomération de Guéret, sont à l'initiative de cette création.

Madame le Maire regrette que ce syndicat ne soit pas complètement indépendant comme le SDEC.

Madame le Maire demande de se prononcer pour autoriser l'adhésion du SIAEP de la Rozeille au syndicat mixte de production et d'interconnexion d'eau potable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- émet un avis favorable pour l'adhésion du SIAEP de la Rozeille au syndicat mixte de production et d'interconnexion d'eau potable ;
- autorise Madame le Maire à signer toutes pièces utiles à cette délibération.

7 – Renouvellement de la convention de partenariat entre le Département de la Creuse et la commune d'Auzances pour le développement de la lecture publique et la gestion de la Bibliothèque Municipale

Suite au vote du nouveau Schéma Départemental de la lecture publique, le 30 avril 2021, le Conseil Départemental, réuni en Assemblée Plénière le 17 décembre 2021, a souhaité renouveler l'ensemble des conventions qui régissent les relations entre les collectivités et le département pour le développement de la lecture publique et la desserte documentaire des bibliothèques municipales par la bibliothèque départementale.

Madame le Maire demande de bien vouloir l'autoriser à signer cette nouvelle convention de partenariat entre le Département de la Creuse et la commune d'Auzances pour le développement de la lecture publique et la gestion de la Bibliothèque Municipale d'Auzances. Le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité.

Fabien JAMME fait remarquer que, là encore, le coût de la bibliothèque municipale est supporté par la commune d'Auzances alors que tout utilisateur, là encore, peut bénéficier du prêt des livres gratuitement. Or les communes environnantes, ayant moins de services à faire fonctionner, peuvent se permettre de laisser leurs impôts locaux à des taux très bas alors que ceux d'Auzances, pour financer les services, sont forcément plus élevés.

Madame le Maire lit le projet de convention et fait remarquer que la commune d'Auzances peut mettre la bibliothèque payante.

8 – Convention d'adhésion d'accompagnement administratif relative au suivi des agents en congé de maladie dans le cadre des examens médicaux effectués par la médecine agréée, avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Creuse

Antérieurement toutes les demandes et chaque renouvellement de demande de congé de longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie ainsi que la prolongation des congés de maladie ordinaire au-delà de 6 mois étaient soumis à l'avis préalable du comité médical.

Désormais il relève des collectivités et établissements employeurs d'effectuer la demande d'un examen médical par un médecin agréé pour la justification des arrêts en maladie ordinaire au-delà de 6 mois consécutifs, et à l'occasion de certains renouvellements des congés de longue maladie et longue durée (au titre de l'article 24 du décret 87-602 du 30 juillet 1987) ou congé de grave maladie.

Afin d'assurer le respect du secret médical, la continuité de suivi du dossier par le conseil médical et faciliter la relation avec les médecins agréés, il est proposé que le centre de gestion poursuive cette mission d'organisation des examens médicaux, entrant exclusivement précédemment dans le champ de compétence de l'ancien comité médical.

Cette prestation est comprise dans la taxe additionnelle prélevée sur la feuille de paye de chaque agent, dans les charges patronales, et payée par la commune. Le taux de cette taxe est voté lors du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Creuse.

Le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité pour la signature de cette convention.

Délibération portant autorisation à Madame le Maire de signer avec le CDG 23 une convention d'adhésion d'accompagnement administratif relative au suivi des agents en congé de maladie dans le cadre des examens médicaux effectués par la médecine agréée

Vu le code général de la fonction publique et ses articles L452-1 à L452-43-1,

Vu le décret 87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret 2022-350 du 11 mars 2022 relatif aux conseils médicaux dans la fonction publique territoriale,

Vu le projet de convention proposé par le CDG 23 d'accompagnement administratif de suivi des agents en congé de maladie dans le cadre des examens médicaux effectués par la médecine agréée (anciennes compétences du comité médical),

Considérant que l'article L452-38 du CGFP prévoit que les centres de gestion assurant à titre obligatoire le secrétariat des conseils médicaux et que l'article L452-40 du CGFP prévoit que les centres de gestion peuvent assurer à la demande des collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 452-1 et situés dans leur ressort territorial, toute tâche administrative complémentaire,

Madame le Maire expose au Conseil Municipal :

La création du conseil médical unique (fusion du comité médical et de la commission de réforme) a également fait évoluer les compétences du conseil médical restreint.

Antérieurement toutes les demandes et chaque renouvellement de demande de congé de longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie ainsi que la prolongation des congés de maladie ordinaire au-delà de 6 mois étaient soumis à l'avis préalable du comité médical.

Désormais il relève des collectivités et établissement employeur d'effectuer la demande d'un examen médical par un médecin agréé pour la justification des arrêts en maladie ordinaire au-delà de 6 mois consécutifs, et à l'occasion de certains renouvellements des congés de longue maladie et longue durée (au titre de l'article 24 du décret 87-602 du 30 juillet 1987) ou congé de grave maladie.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé une convention venant préciser le rôle d'accompagnement administratif du Centre de gestion auprès de leurs collectivités et établissement affiliés en confiant au centre de gestion une mission facultative administrative complémentaire, d'organisation des demandes d'examens médicaux par un médecin agréé, pour les cas cités aux articles 15 et 26 du décret 87-602 du 30 juillet 1987 modifié.

Afin d'assurer le respect du secret médical, la continuité de suivi du dossier par le conseil médical et faciliter la relation avec les médecins agréés, il est proposé que le centre de gestion poursuive cette mission d'organisation des examens médicaux, entrant exclusivement précédemment dans le champ de compétence de l'ancien comité médical.

Les situations de demandes d'avis médical concernées par la présente convention sont les suivantes :

- Visite médicale une fois au-delà de six mois consécutifs de congé de maladie.
- Prolongation CLM, CLD, CGM hormis les cas prévus d'avis obligatoire préalable du conseil médical restreint : examen médical du fonctionnaire par un médecin agréé une fois par an après passage à ½ traitement.

Les missions effectuées par le CDG s'effectuent dans le cadre des demandes d'avis médicaux et sont précisées par la convention.

La collectivité s'engage sur les actions suivantes :

- Le suivi des congés de maladie des agents relève de la compétence et de la responsabilité de l'employeur. C'est ainsi que les missions de demandes d'examens médicaux sont effectuées sur demande expresse de la collectivité (formulaire dédié),
- La relation avec l'agent concerné pour l'ensemble des demandes de pièces justificatives est sous la compétence exclusive de la collectivité,
- La demande d'examen médical auprès du secrétariat du Conseil Médical doit être faite, au moins 1 mois avant la fin de la dernière période de congé maladie octroyé ou dès que l'avis d'arrêt de travail fourni par l'agent justifie un contrôle médical.
- La collectivité s'engage à envoyer à l'agent dans les plus brefs délais, en recommandé avec accusé de réception, la convocation transmise par le secrétariat du Conseil Médical en formation restreinte du CDG (obligation réglementaire).
- L'employeur s'engage à prendre en charge les frais d'expertise médicale sur la base de la note d'honoraire établie par le médecin agréé

Les dépenses d'assistance administrative supportées par les centres de gestion pour l'exercice de cette mission complémentaire de secrétariat à caractère facultatif est financé par la cotisation additionnelle prévue par l'article L452-30 du CGFP dont le taux est fixé par délibération du conseil d'administration.

La durée de la présente convention est fixée à un an à compter de sa signature par la collectivité ou l'établissement et sera automatiquement reconduite jusqu'au 31/12/2026 sauf dénonciation expresse par lettre recommandée avec avis de réception, 3 mois au moins avant la date d'échéance annuelle par l'une ou l'autre des parties (soit le 30/09/N pour l'année N+1).

Considérant l'intérêt que représente l'adhésion à cette mission, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- d'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention avec le centre de gestion portant adhésion d'accompagnement administratif de suivi des agents en congé de maladie dans le cadre des examens médicaux effectués par la médecine agréée

9 – Restauration des retables des chapelles Sainte Anne et Sainte Marguerite – Financement Leader

Délibération portant restauration des retables des chapelles Sainte Anne et Sainte Marguerite et demande de financement Leader

La chapelle Ste Marguerite, à proximité de l'ancienne place du foirail a aujourd'hui vocation de musée lapidaire (sarcophages, vases funéraires, etc..). L'ensemble du chœur composé d'une estrade, d'un maître-autel en bois taillé est infesté par des xylophages. Il est empoussiéré et la peinture est écaillée.

La petite chapelle Ste Anne, bâtie près d'un beau pont de style gothique, possède un ensemble du chœur constitué d'une estrade, d'un retable en bois taillé, peint, polychrome doré du 18E siècle. En mauvais état, l'estrade et le retable ont été repeints et redorés. Les xylophages sont actifs. La polychromie est écaillée, ainsi que les dorures. *(textes tirés des conclusions des spécialistes).*

La commune a souhaité, en 2022, faire restaurer les statues des 2 chapelles. Afin de continuer la restauration, Madame le Maire propose maintenant de faire conserver et rénover les ensembles chœur des 2 chapelles.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants, le Conseil municipal d'Auzances :

- Approuve le projet "Restauration des retables des 2 chapelles",
- Valide le projet et le plan de financement présenté ci-après,
- Demande à bénéficier des aides au titre du programme LEADER 2014-2020 GAL Combraille en Marche,
- Autorise Mme le Maire à signer tout acte nécessaire à la réalisation de ce projet.

Types de dépenses	Dépenses totales		Recettes totales
Rénovation du retable de la chapelle Ste Marguerite	13 300.00€	Leader	55 585.60€
Rénovation du retable de la chapelle Ste Anne	56 182.00€	Autofinancement	13 896.40€
TOTAL	69 482.00€ HT	TOTAL	69 482.00€

Françoise SUDI GUIRAL souligne qu'il y a confusion entre les retables par rapport à la peinture écaillée.

10 – Motion relative aux fermetures de la classe en Creuse

Madame le Maire fait part du déroulement du rendez-vous des Maires avec la Rectrice et le DASEN. Fabien JAMME fait remarquer que les classes sont dédoublées dans les collèges qu'à partir de 30 élèves, ce qui supprime des classes. Françoise SIMON, Françoise SUDI GUIRAL et Fabien JAMME soulignent le problème de formation des professeurs des écoles et des professeurs de collèges-lycées. Françoise SUDI GUIRAL rajoute que le service de l'Education Nationale s'est fortement dégradé en 10, 15 ans. Il n'y a plus de médecine scolaire ... Fabien JAMME souligne avec inquiétude que les enfants d'aujourd'hui sont complètement « déconnectés ». Toutes ces remarques montrent bien la déliquescence de l'Education Nationale.

La motion suivante est adoptée à l'unanimité :

Suite à l'annonce de 19 fermetures de classes par le DASEN, le 28 février dernier, l'ensemble des élus creusois se sont mobilisés et ont décidé d'agir par différents moyens d'actions :

- participation aux manifestations
- boycott du Conseil Départemental de l'Education Nationale
- sollicitation d'un rendez-vous auprès de Mme La Rectrice
- demande à M. Le DASEN de « revoir sa copie »

Le 2 mars dernier, à l'issue du CSASD, l'Inspection Académique proposait une nouvelle version de la carte scolaire et confirmait la fermeture de 6 classes : 3 à Guéret, 1 à Aubusson, 1 à Bellegarde et 1 à Bourgneuf.

Même si le recul est considérable, la détermination des élus en faveur de ces écoles demeure intacte.

Au-delà de la remise en cause crescendo et constante de la qualité de l'enseignement subie à la fois par les élèves et le corps enseignant, c'est toute une méthode ou plutôt une non-méthode qui devient problématique avec des manques de concertation, de visibilité, de cohérence des projets et de leurs financements...

Si l'école est pour tous, son accès doit être néanmoins différencié.

En effet, sur notre département, des territoires hyper-ruraux côtoient des quartiers prioritaires et cette situation nécessite une prise en compte spécifique à la Creuse.

Ainsi, les élus creusois demandent au Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse :

- 0 fermeture de classes
- 0 fermetures d'écoles
- 30 créations de postes : 10 affectés à la brigade de remplacement
 - 10 pour les enfants à besoins particuliers
 - 10 au nom de la ruralité

11 – Inscription au PDIPR d'un circuit « CCME » et balisage

C'est la communauté de communes qui proposera l'inscription du circuit au PDIPR.

Le CCME sollicite la commune d'Auzances pour l'entretien des chemins au minimum 2 fois dans l'année et la prise en charge financière du balisage balise et piquets pour un prix de 120 € pour une distance de 10 kms.

Le CCME sollicite également une aide financière pour la pose du balisage, une subvention de fonctionnement que nous avons vue tout à l'heure.

Françoise SIMON souligne que c'est un projet très intéressant, fruit du travail de bénévoles qui méritent d'être aidés d'autant plus que ce projet bénéficiera à Auzances.

12 – Demande de Monsieur Jérémy PAILLARD pour la numérotation de son bâtiment situé sur l'ancienne route de Clermont

Madame le Maire propose d'en profiter pour fixer la numérotation de toutes les parcelles autour également, comme suit :



A l'unanimité, le Conseil Municipal attribue le numéro 5 à Monsieur Jérémy PAILLARD et les numéros des parcelles voisines, comme indiqués, pour l'ancienne route de Clermont.

Questions diverses

- **Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'Eau Potable – Exercice 2021**
Il a été envoyé par mail au Conseil Municipal.
- **Recensement 2023**
A priori, Auzances perdrait peut-être une centaine d'habitants (*estimation avec le superviseur : 1133 avec EHPAD et Gendarmerie*) en 6 ans (attention une trentaine de moins à l'EHPAD à cause de la réhabilitation, plus moins de gendarmes (cause déménagement)).
Infos diverses :

	2017	2023
Adresses d'habitation	701	718
Adresses sans logement	8	7
Adresses lgts collectifs	33	24 (barre HLM rte Aubusson détruite)
Résidences principales	577	583
Logts occasionnels	6	5
Résidences secondaires	80	59
Total lgts collectés	785	803
Bulletins individuels	1094	1049
FLNE (logts non enquêtés)	13	13
Lgts vacants	122	156

- **Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs – DICRIM –**
Une plaquette devait être réalisée. Qui veut bien travailler dessus ?

Madame le Maire demande aux élus de se porter volontaires pour établir une plaquette de présentation des risques. Françoise SUDI GUIRAL, Caroline LE CORRE, Leilha BERTHON, Fabien JAMME, Bastien GENDRAUD travailleront sur le sujet.

- **Devis EURL TP TARRET Julien** pour la réalisation d'une plateforme à l'entrée du camping des Vergnes pour la pose des barnums et des tonnelles. Il a été accepté par décision du Maire pour un montant de 2 715, 00 € TTC.
- **Devis SIVOM Auzances Bellegarde** pour la pose de caniveaux devant l'entrée de l'ancien garage Camus. Madame le Maire l'a accepté pour un montant de 1 448, 40 € TTC.
- **Devis SIAE pour la restauration de la barrière du terrain de moto-cross** pour un montant de 4 482, 00 € (non assujettissement TVA). En réponse aux questions concernant le coût, Madame le Maire rappelle que la barrière est d'une longueur importante. Caroline LE CORRE souligne aussi la nécessité d'une certaine souplesse de la barrière en cas d'accident (contrairement au béton), un cas d'accident s'est déjà produit. Un avis sur le sujet sera sollicité auprès de la commission d'homologation du circuit.
- **Devis PSP pour filet pare-ballon à côté de chez Mr et Mme BUFFET rue du Midi au stade** pour un montant de 330, 00 € TTC. Il faudra également prévoir les trous en béton pour sceller les poteaux de lampadaires de récupération qui soutiendront les filets.
- **Prochaine réunion du Comité Syndical du SDIC 23** Lundi 27 Mars 2023 à la salle polyvalente de La Saunière. L'heure devrait être communiquée prochainement. Fabien JAMME est délégué titulaire et Christian SCARAMUCCIA délégué suppléant.
- **Demande de participation financière présentée par Mr Mme Louis LECLERC** pour l'inauguration de la reconnaissance perpétuelle de la Nation à leur aïeul tué à Verdun. Madame le Maire donne lecture des courriers de Monsieur LECLERC et de la réponse qu'il a reçue de la Meuse. Madame le Maire et le Conseil Municipal donnent un avis défavorable à cette demande qui est personnelle, d'autant plus que le défunt Monsieur PEYRONNEAU n'était ni natif de la commune d'Auzances, ni habitant.
- **Notre école faisons-la ensemble : projet de l'école maternelle en partenariat avec le LMB entre autre.**
- **Présentation sur l'état d'avancement de l'étude portant sur le « Projet de territoire » avec l'intervention du cabinet d'études CITADIA, représenté à Pierre ALBERT : JEUDI 23 MARS 2023 à 18 heures – Mairie d'Auzances : fait-on un pot ? Si oui, que propose-t-on ? Oui, il est choisi de prévoir un pot simple.**
- Proposition d'exposition de photos de panoramas de la Creuse de Jean-Luc ALLEGRE pour une durée d'un mois en extérieur – Coût 2 000 €. A voir pour une date.
- **25 Mars 2023 :**
 - **un arbre / un bébé** – Goûter avec brioches, cidre et jus de fruits pour 16 heures
 - **pot fleurissement** – toast avec le foie gras qui reste – gâteaux salés « Belin » - cacahuètes et cidre

Qui pourra être présent cet après-midi ? et qui pourra aider aussi à préparer la salle et à faire les toasts ? Voir l'organisation avec Leilha.

Delphine DIONNET, Chrystelle VAXIVIERE, Françoise SUDI GUIRAL et Françoise SIMON aideront Leilha BERTHON pour la préparation et le service de ces événements.

- **Grève à l'école Fernand Gory le jeudi 23 mars** : Madame le Maire, en solidarité, demande au Conseil Municipal, de fermer la garderie et la cantine ce jour-là sans instaurer aucun service minimum (les agents non-grévistes feront d'autres tâches ce jour-là). Leilha BERTHON et Caroline LE CORRE soulignent que fermer les services de l'école peut poser des problèmes aux parents d'élèves qui ont des difficultés de garde. Les classes fermées par l'Education Nationale par manque de remplaçants semblent un problème plus récurrent et plus important.
- **Pot de départ en retraite de Michel PERIGAUD** : vendredi 14 avril à 19 heures. Une cagnotte est ouverte à la mairie. Christine BICHON-MOREL sera absente.
- **Mariage de Carole CHUIN et Guillaume MALTERRE le 17 juin** : Françoise SIMON sera présente; Bastien GENDRAUD, Leilha BERTHON, Delphine DIONNET, Georges DIONNET seront absents. Une cagnotte est ouverte à la mairie.

Séance levée : 23 H 10

Le Maire,
Françoise SIMON




Le secrétaire de séance,
Serge DESBOUDARD

